

Dr. Olivier Buirette

En ce début d'année 2018 apparaît une nouvelle crise au sein de l'Union européenne (UE). En effet, la tempête boursière de 2011 continue à avoir des conséquences on ne peut plus déstabilisatrices sur les fragiles États de l'Europe centrale et orientale revenus à la démocratie depuis bientôt une trentaine d'années.

Ces États qui ont adhéré dans les années 1990 à l'OTAN puis successivement, en 2004, 2007 et 2013, à l'UE ont connu depuis plusieurs années une véritable déception par rapport à leurs attentes ; entrainant, sans le moindre doute, une série de réactions épidermiques à cette déconvenue qui se manifeste sous la forme de l'arrivée au pouvoir de leaders populistes à tendance réactionnaire. La Hongrie de Victor Orban depuis 2010 en est sans doute le meilleur exemple, suivi de prés par la Pologne au cœur de l'actualité en ce début d'année avec le déclenchement de l'article 7 du traité de l'UE. En effet, tout comme en Hongrie, depuis que le parti ultra conservateur et populiste Droit et Justice (PiS) est revenu au pouvoir à la suite des élections de novembre 2015, on assiste à la mise en place de toute une série de lois favorisant l'établissement d'un État autoritaire ayant pour vocation de contrôler les principales libertés. Depuis 2015, en Pologne, la droite ultra conservatrice contrôle à

La Pologne sanctionnée par l'UE : épreuve de force ou nouvelle crise européenne ?

la fois la présidence de la République avec Andrzej Duda (élu en août dernier) et le pouvoir législatif avec Beata Szydlo du PiS qui a été Premier ministre de novembre 2015 à décembre 2017 avant qu'un proche du président tout aussi ultraconservateur lui succède : Mateusz Morawiecki (depuis le 11 décembre 2017). Essentiellement eurosceptique, cette nouvelle équipe en place en Pologne a entamé un certain nombre de réformes liberticides dans le pays dont la dernière vise à mettre un terme à l'indépendance du pouvoir judiciaire et qui a soulevé une vague de contestations dans le pays ces derniers mois. Après de nombreuses mises en garde, l'UE a activé le 20 décembre 2017 l'article 7 contre l'État polonais, ce qui signifie la suspension d'un certain nombre des droits dont jouit ce pays membre de l'UE dans les différentes instances européennes. Il s'agit là d'une véritable « mise au ban du pays » pour lequel on a constaté des « atteintes



graves à l'état de droit, à la démocratie et aux droits fondamentaux »

On précisera que la Hongrie de Victor Orban a subi le même sort le 17 mai 2017 pour les mêmes raisons.

Quelles conséquences ces sanctions graves contre ces deux États membres pourraient-elles avoir ? Renforcement du comportement anti-UE de ces pays ou développement d'une contestation qui chasserait ces dirigeants populistes? Il est bien difficile de dire quelques mois plus tard ce qu'il en sera d'autant plus que le phénomène continue de s'étendre. Ainsi, le 6 décembre 2017, un populiste du nom d'Andrej Babis que l'on surnomme « le Trump tchèque » est devenu Premier ministre. Enfin, en décembre 2017, l'Autriche, un pays où l'on ne pensait plus voir ce genre de choses, a vu la victoire du libéral Sébastien Kurz entrainer la formation d'un gouvernement de coalition avec des ministres du parti d'extrême droite, le FPÖ, qui avait déjà flirté avec le pouvoir en 2000.

Partout, les dérives de type populistes et anti-européennes semblent fleurir dans une Europe centrale si récemment revenue à la démocratie et sortie du totalitarisme. Certes, le choc de la crise économique et financière de 2008 a provoqué beaucoup de déceptions, mais n'oublions pas que la crise européenne actuelle est

bien plus profonde, car elle est à la fois sociale, politique et économique.

Mis bout à bout, tout ceci explique sans doute cette vague qui semble se répandre partout à l'Est, mais aussi en Allemagne où les dernières élections législatives de l'automne 2017 ont fait entrer au Bundestag plus de 90 députés de l'AfD, un mouvement populiste aux relents d'une extrême droite allemande que l'on ne pensait plus jamais revoir depuis 1945.

Face à tout cela, que faire ? À l'ouest - si l'on peut s'exprimer ainsi -, nous avons une Grande-Bretagne qui a quitté l'Union, une Espagne en crise avec notamment le problème indépendantiste catalan et une Italie qui n'est pas en grande forme à l'approche des élections de mars 2018. Il ne reste en ce début d'année que le nouveau président français et son souhait de relance européenne. Celle-ci, Emmanuel Macron l'a rappelé à plusieurs reprises, ne pourra se faire que par la relance du couple franco-allemand. Hélas, pour le moment, le président français est seul étant donné le peu de clarté de la situation politique après les dernières élections législatives allemandes.

Espérons que la situation s'éclaircisse prochainement afin que notre bien commun puisse être préservé et que l'on s'oriente vers des lendemains plus clairs que ceux du moment.



Mireille Sadège

Rédactrice en chef Docteur en histoire des relations

Entre la progression du protectionnisme économique un peu partout dans le monde et le président américain Donald Trump qui ne cesse de remettre en cause les accords commerciaux avec ses partenaires, une question se pose : la mondialisation est elle à un tournant ? Pour de nombreux observateurs, un retour en arrière reste impossible, mais le concept peut évoluer différemment notamment avec un meilleur encadrement de la circulation des capitaux et l'autorisation du protectionnisme. Par ailleurs, la mondialisation ne peut se limiter qu'à l'économie, car d'autres questions, tels le réchauffement climatique et l'immigration, nécessitent un travail en commun.

L'universitaire turc Soli Özel expliquait dans une interview que le problème du Moyen-Orient dans le cadre de la mondialisation est que celle-ci s'est limitée à l'économie et qu'elle ne sert que l'intérêt

La mondialisation en question

d'une infime partie des citoyens. Selon lui, ceci explique les révoltes populaires de ces dernières années dans cette région. Mais la situation actuelle au Moyen-Orient s'explique aussi par les erreurs politiques américaines dans cette partie du monde. 17 ans de guerre en Afghanistan, 15 ans de guerre en Irak, aujourd'hui plus personne ne doute que la guerre en Irak, lancée en 2003, fut une décision catastrophique. Étrangement, tout le monde pense que les Américains sont au Moyen-Orient pour le pétrole alors qu'ils sont le plus grand producteur mondial d'or noir. Rappelons aussi que les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'ensemble du monde musulman s'élèvent à 278 milliards de dollars, contre 580 milliards de dollars avec la Chine et 1,1 trillion de dollars avec l'Union européenne (UE).

Soli Özer estime que, si le capitalisme est globalement en crise, le problème est qu'on ne sait pas quel est le système qui sera en mesure de le remplacer. Et

c'est bien cette incertitude qui pourrait entraîner une guerre mondiale qui permettrait alors de tout reconstruire. En outre, les inégalités seront un facteur essentiel afin de déterminer la politique future, car, de nos jours, cette situation est similaire à celle des années 1930.

Par ailleurs, la dérive en matière d'inégalités est un problème engendré par cette même mondialisation. Pour l'économiste français Thomas Piketty, l'arrêt de ce phénomène est l'un des nombreux défis que doit relever l'UE si elle veut que survienne un sursaut de l'organisation régionale dans les années à venir. « L'arrivée au pouvoir de Donald Trump en 2017 montre une nouvelle faille du modèle américain. Cela relance la demande de l'Europe, d'autant plus que l'évolution des modèles alternatifs (Chine, Russie) n'est guère rassurante », souligne l'économiste. Néanmoins, il reste à l'UE de surmonter d'autres défis notamment le clivage nord-sud, mais aussi est-ouest en son sein.

Je ne peux finir mon article sans évoquer la colère du peuple autochtone de Laponie face aux industriels qui s'approprient leurs terres. À partir du XVIIe siècle, la Suède a colonisé la Laponie, qui n'est autre que le réservoir à minerais de l'Europe. Aujourd'hui, l'exploitation des ressources de cette région bat son plein. Victoria Tauli-Corpuz, la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, critiquait en septembre 2017 la Suède, la Norvège et la Finlande pour le manque de consultations des populations locales quant aux projets miniers.

Comme l'explique l'éditeur Sami Magne Ove Varsi, « les pays nordiques ont mené la politique colonialiste la plus efficace au monde. Ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour éliminer la langue et la culture sami sans avoir recours à la force armée, ce qui leur aurait attiré la réprobation de l'étranger. »

Les 100 000 Sami restent impuissants face aux lobbies forestiers et miniers.



Edité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 0142297803 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0718 | 18945 • www.aujourhuliaturquie,com • alaturquie@mail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articula en ontre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadiköy, Moda Cad. 59 | stanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • Genel Yayin Yönetmeni: Hossein Latif Dizadji • Sorumlu Yaziişleri Müdürü : Ahmet Altunbaş • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadége, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türke, Aramis Kalay, Berk Mansur Delipnar, Celal Byıkılcöğü, Logitaff, Derya Adigüel, Doğan Sumar, Eren Paykal, Ersin Üçkardeş, Ezgi Biçer, Hugues Richard, Inci Kara, Kasım Zoto, Kenan Avo, Kemal Belgin, Mehmet Erbak, Merve Şahin, Nami

Eren Paykal, Ersin Üçkardeş, Ezgi Biçer, Hugues Richard, İnci Kara, Kasım Zoto, Kenan Avcı, Kemal Belgin, Mehmet Erbak, Merve Şahin, Nami Başer, Nolwenn Allano, Onursal Özatacan, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühendan İlal, Sırma Parman • Publicité et la communication : Bizimavrupa / CVMag • Conception : Ersin Üçkardeş, Merve Şahin • İmprimé par Yıkılmazlar Basın Yayın Ltd. Şti. Evren Mah. Gübbahar Cal. No: 62/C Güneşli • Distribution : MMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT • Okur ve Yazar Temsilicileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Bıyıkloğlu (Président), Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros **85 €**

altinfos@gmail.com